

«Regarder ce que nous avons en commun»

Les Belges du Luxembourg semblent, dans les grandes largeurs, sur la même longueur d'onde. Reste les détails.

Katharina Jacobs-Putzeys est présidente du Vlaamse-club Luxembourg, dirigé vers les Belges néerlandophones du pays. Elle connaît bien Jean-Marie Rion, «un ami», secrétaire d'Abelux, les Amitiés belgo-luxembourgeoises, tournées vers les franco-phones du Grand-Duché. La première vit au Luxembourg depuis dix ans, le second depuis 30. Ils n'en restent pas moins attachés à leur pays d'origine et à leurs convictions.

Recueilli par notre journaliste
Bertrand Slézak

Quelle est la nature de la rivalité entre les communautés belges?

Katharina Jacobs-Putzeys : Je viens d'une commune à facilité linguistique, Rhode-Saint-Genèse (NDLR : qui appartient à l'arrondissement électoral BHV, Bruxelles-Hal-Vilvorde). En Belgique, on a des préjugés. J'ai grandi avec. En Flandre, on parle beaucoup des six milliards d'euros transférés en Wallonie. "Nous payons pour les Wallons", dit-on. Ce sont des préjugés auxquels il faut faire attention.

Jean-Marie Rion : Comme je suis originaire de la Province de Luxembourg belge, j'ai toujours été à l'écart de ces problèmes. Mais j'aimerais rappeler que quand la Wallonie était prospère, il y a eu des transferts d'argent vers l'État central beaucoup plus importants que ceux octroyés par la Flandre à la Wallonie aujourd'hui. Mais je crois qu'il faut élever le débat. Revenir sur le passé, c'est de la sottise. Si vous parlez avec des gens de la Flandre profonde ou de la Wallonie profonde, ils s'en foutent. Ils pensent qu'il y a d'autres choses à faire.

K. J.-P. : À Rhode-Saint-Genèse, il y a une école francophone, il y a une bibliothèque francophone. Nous n'avons pas de problème avec cela. Mais on entend des Wallons dire qu'ils veulent un corridor de la Wallonie à Bruxelles, s'accaparer un bout de territoire qui est pour nous le nôtre. Nous avons l'impression que les francophones veulent beaucoup plus que ce à quoi ils ont droit à nos yeux.

La crise politique est donc normale...

K. J.-P. : Ça fait des années qu'on nous dit qu'on va résoudre ce problème. À un moment donné, ça suffit.

Monsieur Rion, l'avez-vous vécu de cette manière-là?



Photo : didier sylvestre

Katharina Jacobs-Putzeys et Jean-Marie Rion n'envisagent pas la scission de la Belgique.

J.-M. R. : Je suis très triste. J'ai honte de dire que je suis belge. Je vais opter pour la double nationalité luxembourgeoise-belge. Nos hommes politiques ont beaucoup de responsabilités. La Constitution belge prévoit trois langues (néerlandais, français et allemand). Pourquoi ne pas commencer, dès le plus jeune âge, par l'apprentissage d'au moins deux d'entre elles?

Un peu comme au Luxembourg?

J.-M. R. : Il faut prendre l'exemple du Luxembourg. Tant que le gouvernement n'instaure pas des cours de néerlandais pour les petits Wallons, on n'en sortira pas. K. J.-P. : On le fait déjà à l'école européenne, une heure par jour à partir de la primaire. J.-M. R. : On peut commencer plus tôt, à l'école maternelle. Ça

contribuera à résorber un peu le chômage car des quantités de gens viendraient de la partie néerlandophone

donner des cours et vice versa.

Sentez-vous l'unité du pays en péril?

J.-M. R. : Les gens qui ont un peu de sens politique veulent conserver l'unité du pays. Évidemment, au niveau des régions, on peut avoir plus d'autonomie, mais dans le respect de l'unité du pays. On a beaucoup critiqué la monarchie. C'est un peu ridicule puisque nous avons la chance d'avoir un roi qui représente les intérêts du pays, vis-à-vis de grands pays comme l'Allemagne ou la France.

K. J.-P. : L'éclatement de la Belgique serait le pire des scénarios. Je suis absolument contre. Il y a une valeur dans le pays. J'ai toujours vécu à l'étranger, je suis pro-Europe à 100 %. Comment peut-on parler d'une Europe unifiée si on est incapable de résoudre des problèmes dans un pays? Mais il faut nuancer : en Flandre, il n'y a qu'un parti pour la séparation, c'est le Vlaams Belang (NDLR : extrême droite). Pour la NV-A (NDLR : Nouvelle Alliance flamande), c'est un but à très long terme.

J.-M. R. : En Belgique, il y a sept instances législatives pour un petit pays de dix millions d'habitants. Il faut que

l'on se rende compte du ridicule de la situation et remettre les pieds sur terre.

Sentez-vous les personnalités politiques belges capables de le faire?

K. J.-P. : J'ai regardé un débat politique à la télévision et j'ai senti qu'il y avait un changement de mentalités dans les deux "camps". Les francophones sont plus prêts à aller de l'avant. Les gens se rendent compte qu'on ne peut pas continuer ainsi. Il y a eu cette proposition : pourquoi ne pas regarder ce que nous avons en commun au lieu de tout le temps regarder ce qui nous sépare?

Comment évaluez-vous l'importance des résultats des élections de dimanche?

J.-M. R. : Ça va déterminer le futur, si oui ou non nous voulons continuer à vivre ensemble.

J'ai senti qu'il y avait un changement de mentalités dans les deux «camps»

K. J.-P. : Je pense que les voix séparatistes viennent de villes à problèmes. Ces partis-là ne visent pas seulement la séparation de la Belgique, ils vont beaucoup plus loin. Ils ont des points radicaux dans leur programme tournés contre les immigrés.

Si, comme le prédisent certains sondages, le score de ces partis est important, que la N-VA rentre au gouvernement, comment éviter que la Belgique s'enfonce dans une nouvelle crise?

J.-M. R. : De toute manière, la Belgique telle qu'elle existe aujourd'hui ne va pas continuer. Il y aura une réforme de l'État.

K. J.-P. : La N-VA parle de confédéralisme. Ce n'est pas forcément un mauvais point.

J.-M. R. : Mais qu'est-ce que c'est que le confédéralisme? On a déjà essayé tellement de formules qu'il faut être pragmatique : plus d'autonomie là où c'est possible pour chacune des régions mais aussi refédérer certaines compétences. À mon avis, le confédéralisme ne débouche sur rien. A-t-on des exemples?

K. J.-P. : La Suisse.

Est-ce une solution qui vous conviendrait?

J.-M. R. : Pourquoi pas? Mais il faut un retour à la croissance et il y aura quantité de problèmes qui vont s'estomper. Et puis si le néerlandais était appris au même titre que le français, et même l'allemand, il y aurait des changements au niveau psychologique et beaucoup de problèmes pourraient disparaître.

K. J.-P. : Ça n'empêche pas qu'il y a bien trois langues en Belgique. Donner plus de responsabilités à chacun ne conduit pas nécessairement au séparatisme. J.-M. R. : Il faudrait partir d'un préalable : "Je suis contre le séparatisme." À

partir de là, essayer de construire ce qui est possible de construire, tout en respectant la liberté de chacun.

K. J.-P. : Parfois ça ne va pas. Avant, les sociétés d'épuration d'eau étaient gérées au niveau national, ça ne marchait pas du tout. Elles ont été scindées en deux (NDLR : la compétence du traitement des eaux usées a été régionalisée), elles collaborent comme jamais elles ne l'avaient fait avant.

Un couple uni, même dans la difficulté

La coopération belgo-luxembourgeoise ne souffrirait pas des crises en Belgique.

L'instabilité politique en Belgique empêche-t-elle les dossiers bilatéraux d'évoluer? «Avec la Belgique, il faut avoir beaucoup de patience», reconnaît le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn. «Mais ce n'est pas parce que les gouvernements changent souvent qu'il y a une rupture au niveau de leur politique étrangère. Il y a une stabilité dans notre relation.»

Jean Asselborn pense que, même sans pilote régulier, la machine tourne toujours. «Nos diplomates se parlent quotidiennement. Ça ne se joue pas qu'à deux dans un bureau, entre ministres.» Et il met en avant la coopération mise en place entre le Luxembourg et la Belgique à l'étranger. Dans les pays où le Grand-Duché n'est pas représenté, ce sont les ambassades belges ou néerlandaises qui, la plupart du temps, assurent les fonctions diplomatiques de base pour les ressortissants luxembourgeois.

En septembre 2009, lors d'une visite de travail d'Yves Leterme au



Photo d'archives : fabrizio pizzolante

La dernière visite au Luxembourg d'Yves Leterme, alors ministre belge des Affaires étrangères, remonte à septembre dernier.

Luxembourg, Jean Asselborn avait exprimé le souhait de développer encore un peu plus ce réseau diplomatique commun. Les deux ministres avaient même annoncé la mise en place prochaine d'un groupe de tra-

vail. Pour le moment, ce n'est plus d'actualité. «Il faut déjà appliquer ce qu'on a décidé», rétorque Asselborn. «Ça fonctionne et ça s'améliore même.»

À l'époque, il avait aussi été ques-

tion de renouveler l'expérience de Gaichel, mise en place pour la première fois en avril 2004, où les gouvernements luxembourgeois et belge s'étaient réunis en conseil des ministres commun. Un acte symbolique qu'Yves Leterme envisageait à nouveau pour «le printemps prochain», soit maintenant. Un vœu mis entre parenthèses aujourd'hui. «Ce n'est pas facile de trouver un accord avec un planning précis pour ce genre de rendez-vous fixe», tente de justifier Asselborn. La dernière réunion commune remonte à février 2007.

Quoi qu'en dise le ministre luxembourgeois, il semble bien que la concentration des énergies belges pour résoudre les problèmes intérieurs ralentisse le développement des rapports binationaux. Mais lorsqu'il se projette vers l'avenir, Asselborn affiche toujours le même optimisme : «Même quand la situation semble inextricable, la Belgique a l'art de trouver son chemin.» Il n'y a pas de raison de ne pas le croire.

B. S.

2025

LE CHIFFRE

C'est le nombre de Belges qui se sont inscrits, au Luxembourg, sur les listes électorales afin de participer au scrutin. Parmi eux, ils seront 500 à voter au Grand-Duché, dès samedi, dans un bureau installé à Merl. Les autres le feront soit par procuration, soit directement dans la commune belge où ils ont choisi de le faire. En 2007, date des dernières élections législatives belges, ils avaient été 700 à glisser leur bulletin dans l'urne depuis le Luxembourg. «Mais ils avaient eu quatre mois pour s'inscrire», rappelle Jozef Baerten, ministre-conseiller et consul de Belgique au Luxembourg. Cette fois, compte tenu du caractère exceptionnel du scrutin, ils n'ont eu qu'une dizaine de jours. L'engouement est donc bien réel. «Sans aucun doute», confirme le consul.